

## Communiqué de presse

Berne, 3. novembre 2016

## Dialogue CTA sur l'intégration « Au travail » 2012 – 2016 Les partenaires tirent un bilan globalement positif

**Information ciblée des employeurs et des employés, cours de langue axés sur la pratique pour les personnes issues de la migration, projets multiples pour faciliter l'intégration professionnelle des réfugiés : le dialogue « Travailler – Donner sa chance, saisir sa chance » a permis des avancées concrètes. Les pouvoirs publics et l'économie s'en félicitent.**

En 2012, la Conférence tripartite sur les agglomérations (CTA) a lancé avec les milieux économiques un dialogue d'une durée de quatre ans qui se proposait d'intensifier la collaboration entre le secteur public et le secteur privé pour faciliter l'intégration au travail. Les membres CTA – Confédération, cantons, villes et communes – s'étaient alors accordés avec l'Union patronale suisse, l'Union suisse des arts et métiers et plusieurs associations professionnelles et syndicats pour fixer 15 objectifs dans les domaines information et sensibilisation, langue et formation et insertion sur le marché de l'emploi des réfugiés et des personnes admises à titre provisoire ; l'échéance pour y parvenir était 2016.

### Objectifs atteints

Selon Guy Morin, président CTA, la plupart des objectifs ont été atteints. Ainsi, 2000 réfugiés de plus ont accès au marché du travail, un succès qui tient à une collaboration plus étroite entre le secteur public et l'économie. À noter aussi les solutions proposées par la Confédération et les cantons pour lever les obstacles (procédure simplifiée pour délivrer une autorisation de travail, abolition de certains émoluments), et sur lesquelles les Chambres fédérales doivent encore se prononcer. Enfin, les services cantonaux et communaux spécialisés dans l'intégration n'ont eu de cesse de développer leur offre ces dernières années : informations destinées aux employés et aux employeurs, cours de langue orientés sur la pratique, points de contact pour les questions de discrimination ou mesures ciblées pour l'insertion sur le marché du travail.

Mario Gattiker, secrétaire d'État aux migrations, s'est félicité de l'intensification de la collaboration entre acteurs publics et privés. Le dialogue CTA à l'échelle nationale est utile pour lancer des campagnes d'information et de sensibilisation communes, et la Confédération peut se charger de les coordonner. S'agissant cependant de la collaboration public-privé sur des projets d'intégration concrets, la réalisation est plus fructueuse dès qu'elle a lieu aux niveaux du canton ou de la commune. Il importe donc que les associations patronales et professionnelles sensibilisent sans relâche leurs sections à l'importance de leur engagement. Ces leçons tirées du dialogue CTA sur l'intégration seront aussi à l'ordre du jour de la 3e Conférence nationale sur l'intégration, qui réunira en 2017 quelque 250 représentants du monde de la politique et de l'administration et des organismes privés.

### **Collaboration intensifiée**

Les organismes faïtiers et les associations professionnelles accordent une place grandissante aux questions d'intégration dans leurs médias, afin d'encourager les entreprises à endosser leur part de responsabilité. Dieter Kläy, responsable de dossier à l'Union suisse des arts et métiers, a assuré que ce travail d'information sera poursuivi. L'économie peut jouer un rôle actif, comme le montrent les cours de langue organisés par les partenaires sociaux. Le secteur public doit associer l'économie dès la conception des projets d'insertion professionnelle – leurs chances de succès n'en seront que plus grandes.

Le projet de dialogue « L'allemand sur le chantier » réalisé dans le secteur principal de la construction a généré des plus-values considérables, constate Benedikt Koch, directeur de la Société Suisse des Entrepreneurs (SSE). Les cours de langue gratuits, suivis pendant le temps libre et assortis d'une indemnité sur salaire, font désormais partie de l'offre régulière. Ils sont financés par le fonds paritaire Parifonds Bau. 250 cours ont eu lieu depuis 2012. Benedikt Koch a aussi présenté des projets pilote d'insertion professionnelle des réfugiés auxquels ont participé les sections cantonales bernoise et zurichoise de la SSE. Ils illustrent comment une association nationale peut prêter main-forte à ses sections en leur donnant les moyens d'agir, en informant les membres et en permettant le partage d'expériences.

Allpura, l'Association des entreprises suisses en nettoyage, a présenté le tout dernier projet de dialogue, mis en place en septembre 2016 dans six cantons alémaniques. Il donne à des réfugiés la possibilité d'effectuer un stage de trois mois, au cours duquel ils suivent un enseignement linguistique et professionnel. La formation est financée par le fonds paritaire, un investissement payant, assure Karin Funk, la directrice d'Allpura, dans un secteur qui emploie 95% de main-d'œuvre étrangère. Ce projet a été lancé par les partenaires sociaux, qui estiment que le travail est un passage obligé pour s'intégrer. « Le travail permet aux réfugiés de progresser pas à pas vers l'autonomie. »

### **Associer les partenaires sociaux est primordial**

Associer les partenaires sociaux aux efforts d'insertion est un élément primordial pour atteindre des résultats. Vania Alleva, présidente d'Unia, relève que les projets de dialogue – à l'instar notamment des cours de langue fide qui ont lieu dans la restauration et l'hôtellerie – montrent quels sont les avantages de la concertation entre employeurs et syndicats. Les fonds paritaires financent depuis longtemps des filières de formation et de formation continue qui se proposent de faciliter l'intégration. Ils sont approvisionnés par les apports des employeurs, mais surtout par ceux des employés. C'est donc les cotisations syndicales des travailleurs immigrés qui servent à financer pour une large part les offres qui leur sont proposées. Pensons-y à chaque fois qu'il est fait appel à la responsabilité individuelle de la population migrante, conclut Alleva.

## **Contact**

Pour la direction de projet CTA: Secrét. de la Conférence des gouvernements cantonaux (CdC),  
tél. 031 320 30 00

Secrétariat d'État aux migrations (SEM): information et communication, tél. 058 465 78 44

Union suisse des arts et métiers (usam) : Dieter Kläy, responsable de dossier, tél. 079 207 63 22.

Société suisse des entrepreneurs (SSE) : Benedikt Koch, directeur SSE, tél. 079 622 09 40,  
bkoch@baumeister.ch et Ulrich Büchi, chef Politique de formation professionnelle, tél. 077 414 11 71,  
ubuechi@baumeister.ch

Allpura : Karin Funk, directrice, tél. 079 206 51 14, k.funk@allpura.ch

Unia : Rita Schiavi, membre du comité directeur, tél. 079 440 89 20, rita.schiavi@unia.ch

**Dialogue CTA sur l'intégration « Travailler – Donner sa chance, saisir sa chance:  
 Les partenaires**

Confédération	Département fédéral de justice et police DFJP (Secrétariat d'État aux migrations SEM) Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation SEFRI Secrétariat d'État à l'économie SECO
Cantons	Conférence des gouvernements cantonaux (CdC) Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) Conférence des chefs des départements de l'économie publique (CDEP) Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS)
Villes et communes	Union des villes suisses (UVS) Initiative des villes : politique sociale Association des communes suisses (ACS)
Employeurs / associations faitières	Union patronale suisse (UPS) Union suisse des arts et métiers (usam)
Employeurs / associations sectorielles	Allpura Curaviva GastroSuisse hotelleriesuisse Société suisse des entrepreneurs (SSE) swissstaffing
Employés / Organisations faitières	Travail.Suisse
Employés / Syndicats	Unia
Migrants / Associations faitières	Forum pour l'intégration des migrantes et des migrants (FIMM) Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)